Burundi : BM, UE et BAD financent la construction de centrales hydro-électriques

PANA, 11 février 2016 - 270 millions d'euros d'investissement mobilisés pour la construction de deux centrales hydro-électriques au Burundi. Bujumbura, Burundi - Le ministre burundais de l'Énergie et des Mines, Côme Manirakiza a fait état, jeudi, de quelque 270 millions d'euros qui ont été réunis auprès de la Banque mondiale (BM), de l'Union européenne (UE) et de la Banque africaine de développement (BAD) pour la construction de deux centrales hydro-électriques d'une capacité totale de 48 mégawatts (MW) sur les rives de Jiji et Mulembwe, au sud du Burundi.

Le "premier mégawatt va sortir de ces centrales d'ici 2019", a déclaré le ministre qui recevait une délégation de la Banque mondiale venue soutenir l'avancement de l'un des projets hydro-électriques les plus importants réalisés au Burundi. La Banque mondiale est le chef de file de ce consortium, avec une contribution financière au projet de l'ordre de 100 millions d'euros, contre 95 millions de l'UE et 52 millions de la BAD, a précisé le ministre Manirakiza. Le reste du financement sera constitué par la contrepartie du gouvernement burundais et de la Régie de production d'eau et d'électricité (REGIDESO), d'après la même source. Les autres partenaires du projet sont en train également de demander de venir pour reprendre les activités comme avant au Burundi, a dit le ministre. Le mariage effectif du projet avait été annoncé pour le début de l'année dernière et sa mise en œuvre s'explique, en grande partie, par la crise politique qui a, entre-temps, éclaté et continue aujourd'hui encore à tenir à l'écart les bailleurs de fonds potentiels et traditionnels du pays. Faute de moyens financiers propres et disponibles, le Burundi n'avait pas construit de nouveau barrage hydro-électrique depuis les années 1980. Le nouveau projet suscite de fortes attentes dans un pays qui est soumis à des difficultés dans le partage de quelque 30 MW, pour des besoins estimés à trois fois supérieurs à cette maigre offre nationale insuffisante pour les seuls ménages. Les statistiques officielles disponibles indiquent encore que seuls 4% de Burundais ont aujourd'hui accès à l'électricité, soit l'un des taux les plus faibles au monde. La demande d'électricité avait déjà grimpé à 46 MW, en 2012, contre des prévisions de l'ordre de 100 MW, en 2018, pour atteindre un pic de 192 MW, d'ici 2025. Là aussi, le pays restera en deçà des 200 MW nécessaires pour passer à l'exploitation industrielle du nickel, le minerai le plus abondant au Burundi et dont l'extraction reste à l'état de projet depuis les années 1970. Au niveau des considérations environnementales, la fiche technique du nouveau projet indique que le barrage hydro-électrique de Jiji-Mulembwe fournira aux Burundais une énergie «abordable, propre, fiable et durable». Par ailleurs, dans la phase préparatoire, des consultations approfondies ont été organisées avec les communautés locales, notamment en ce qui concerne les indemnités et compensations financières à donner aux citoyens qui auront perdu des terrains au profit du projet d'utilité publique. De manière globale, le projet a encore pensé aux consommateurs qui achèteront moins cher que d'habitude l'énergie au Burundi. L'électricité produite par la centrale hydro-électrique de Jiji-Mulembwe coûtera seulement 0,10 dollar US par KWH, contre actuellement autour de 0,12 dollar par KWH.